

## AG CASA : DES INÉGALITÉS AU SOMMET !

À l'heure où les salariés du Crédit Agricole subissent la hausse du coût de la vie, l'augmentation des prix du carburant et des dépenses du quotidien toujours plus lourdes, ils doivent se contenter d'une augmentation générale de 0,5 %. Dans le même temps, l'Assemblée générale de Crédit Agricole S.A. rappelle une réalité difficile à ignorer : les dirigeants évoluent dans un univers très éloigné de celui des salariés.

À SUDCAM, nous avons analysé le Document d'Enregistrement Universel 2025, notamment la politique de rémunération. Le Directeur général perçoit une rémunération fixe de 1,1 million d'euros par an, complétée par un variable pouvant atteindre 120 % de ce montant. La rémunération globale peut ainsi dépasser 2 millions d'euros annuels.

Au-delà des montants, c'est le fonctionnement du système qui interroge. Les objectifs de performance associés aux bonus sont régulièrement atteints, voire dépassés, rendant une grande partie de la rémunération variable quasi automatique. Les critères peuvent en outre être ajustés par le Conseil d'administration, ce qui interroge sur leur exigence réelle. À cela s'ajoutent des attributions d'actions gratuites, des dispositifs de rémunération différée sécurisant des revenus sur plusieurs années, ainsi que des retraites pouvant dépasser 500 000 euros par an, sans oublier les avantages en nature comme les véhicules de fonction.

Les administrateurs de CASA bénéficient également d'un système de rémunération significatif. Une enveloppe globale de 1,9 million d'euros est consacrée aux jetons de présence. Dans les faits, certaines rémunérations apparaissent particulièrement élevées au regard du nombre de réunions.

L'accès à ces fonctions peut parfois reposer sur la détention d'un nombre très limité d'actions : ainsi, une administratrice ayant acquis 20 actions a

À QUI APPARTIENENT LE CRÉDIT AGRICOLE ?



perçu 62 160 euros, et Arnaud Rousseau (Président de la FNSEA), avec une seule action, 30 800 euros. Des niveaux de rémunération qui interrogent au regard du quotidien des salariés.

Le contraste est évident. D'un côté, des salariés confrontés à une perte de pouvoir d'achat, à des augmentations insuffisantes face à l'inflation et à une pression croissante dans leur travail. De l'autre, des dirigeants et administrateurs bénéficiant de rémunérations élevées, sécurisées et largement déconnectées des réalités du terrain.

En début d'année, une grève nationale a d'ailleurs mobilisé les salariés du Crédit Agricole pour dénoncer des augmentations ne couvrant pas l'inflation. À ce moment-là, l'ensemble de ces éléments sur les rémunérations n'était pas encore connu. Aujourd'hui, ils renforcent le sentiment d'injustice déjà exprimé dans l'entreprise.

Par sa présence à l'Assemblée générale de Saint-Brieuc, SUDCAM souhaite porter la voix des salariés auprès des actionnaires. La question posée reste simple : quel partage de la valeur voulons-nous ? Peut-on durablement accepter de tels écarts entre ceux qui créent la richesse et ceux qui en bénéficient ?

Les salariés du Crédit Agricole ne revendiquent pas des privilèges, mais une reconnaissance juste de leur travail et un partage équitable de la richesse produite. Aujourd'hui, cet équilibre n'est pas au rendez-vous.

